

## CE MONDE QUI BOUGE

Ghaza, le Hamas  
traité d'athée  
par les salafistes !

Par Hassane Zerrouky

Contesté par plus radical que lui en matière de doctrine islamiste, le Hamas au pouvoir dans la bande de Ghaza n'a rien trouvé de mieux que d'imposer le jilbab aux lycéennes pour la nouvelle rentrée scolaire. Jusque-là, à l'instar de leurs petites sœurs de Cisjordanie, les lycéennes de Ghaza portaient un uniforme (chemise et jupe longue de couleur bleue).

Le porte-parole du gouvernement du Hamas, Taher al-Nounou, a expliqué sans rire que ces mesures visent à «alléger la charge financière des parents à cause du blocus israélien et de la situation économique asphyxiant». Allons donc ! Mieux, afin d'empêcher la mixité, la direction de l'enseignement du Hamas a également décidé de féminiser le personnel enseignant des écoles publiques de filles. Autrement dit, les enseignants hommes sont priés d'aller enseigner ailleurs !

Ces mesures prêteraient à rire si elles ne s'apparentaient pas à davantage de gages d'islamité dans un contexte où le Hamas est concurrencé sur sa droite par encore plus radical que lui. Jund Ansar Allah (voir *Le Soir d'Algérie* du vendredi 21 août) qui a été impitoyablement réprimé par les brigades al-Qassam, branche armée du Hamas, reprochait en effet au parti d'Ismail Haniyeh de ne pas appliquer la charia.

La mosquée Ibn-Taimiya de Rafah, où ce groupe salafiste se réunissait, a été réduite en ruines par les hommes du Hamas. Le chef de Jund Ansar Allah, Abdelatif Moussa, alias Abou Nour al Maqdisi, a été tué, dynamité dans sa propre maison par les sapeurs des brigades Azzedine al-Kassam ! Mais, le Hamas, qui dit avoir été «forcé d'agir contre un groupe aux idées déviantes», dirigé par «un fou», n'en a pas fini avec cette organisation qui lui conteste le monopole de la religion et de la religiosité.

A Ghaza, où Jund Ansar Allah ont eu le temps de proliférer tant le Hamas était occupé à traquer le Fatah, la colère est grande contre le parti de Haniyeh, accusé, entre autres, de s'être laissé séduire et corrompre par le pouvoir.

Pis, sur son site Internet, Jund Ansar Allah, qui ont promis de «venger les martyrs», ainsi que plusieurs groupes djihadistes se revendiquant d'El-Qaïda, appellent la population de Ghaza à rester à l'écart des «athées du Hamas» ! Une insulte à laquelle ne s'attendait sûrement pas ce parti qui avait remporté les élections législatives de 2006 avec pour seul mot d'ordre «el islam houa el hal» (l'islam est la solution).

Trois ans après, on ne peut pas dire que le bilan du Hamas joue en sa faveur. Sa politique des attentats suicides a permis à Israël de construire le mur de séparation amputant la Cisjordanie de pans entiers de son territoire.

Pis, une fois ce mur terminé, les attentats suicides, présentés par la propagande du Hamas comme le summum de l'héroïsme et de la résistance à l'occupation, ont cessé.

En tout cas, force est de constater que ces attentats kamikazes ont plus servi Israël que la cause palestinienne. Bien plus, le Hamas n'a même pas tenté de détruire à coups d'explosifs le mur de la honte entourant Ghaza.

Aujourd'hui, cet excès soudain de radicalisme du Hamas s'explique, certes, par la nécessité de resserrer (au besoin par la force) les rangs des islamistes toutes tendances confondues autour du parti, mais surtout par la crainte d'un retour sur le terrain de Marwan Barghouti, le dirigeant du Fatah et de l'Intifadha, emprisonné à vie en Israël.

De fortes pressions internationales s'exercent sur Israël afin qu'il libère Barghouti.

Ce dernier, en cas d'élections, devancerait à Ghaza même de plus de 20 points Ismaïl Haniyeh, le Premier ministre du Hamas.

Aussi, le Hamas a-t-il besoin de tous ceux qui se réclament de l'islamisme pour faire face à la menace représentée par Barghouti !

H. Z.



## Ahmadinejad appelle à punir les chefs de l'opposition

**Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a appelé, dans son prêche à la prière du vendredi, à punir les chefs de l'opposition pour les troubles ayant suivi sa réélection contestée à la présidentielle du 12 juin.**

«De sérieuses actions devraient être entreprises contre les chefs (de l'opposition) et les principaux instigateurs des incidents. Ceux qui ont provoqué, organisé et mis en œuvre la doctrine ennemie devraient être affrontés avec fermeté», a-t-il dit dans ce prêche diffusé par la radio. Il s'agit de la première requête en ce sens du président ultraconservateur, dont la réélection a été longuement contestée par ses concurrents, principalement le conservateur modéré Mir Hossein Moussavi et le réformateur Mehdi Karoubi, qui ont dénoncé des fraudes.

Des responsables ont précédemment appelé à sanctionner les opposants, tel le religieux Ahmad Khatami, dont les vues expriment généralement celles des ultraconservateurs, ou enco-

re Yadwollah Javani, chef du bureau politique des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime.

«Quel est le rôle de l'ancien président Mohammad Khatami, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi dans ce coup d'Etat ? S'ils en sont les instigateurs, et c'est le cas, les responsables de la justice et de la sécurité doivent les arrêter, les juger et les punir», a écrit M. Javani dans l'hebdomadaire *Sobhe Sadegh*. Des manifestations de rue, sans précédent depuis l'avènement de la République islamique en 1979, ont été organisées pour protester contre la victoire de M. Ahmadinejad validée par le numéro un du régime Ali Khamenei. «Ceux dont le rôle a été moindre et ceux qui ont été trompés devraient être traités

avec compassion islamique», a, en revanche, estimé le chef de l'Etat. «Les leaders des émeutes devraient être exécutés», a rétorqué la foule. Les manifestations de masse ont été sévèrement réprimées par les autorités.

Sur quelque 4 000 personnes arrêtées, 300 sont toujours derrière les barreaux, selon des sources officielles qui ont fait état de 30 morts. L'opposition a, de son côté, dressé une liste de 69 personnes tuées.

Depuis le 1<sup>er</sup> août, quelque 140 personnes, dont des responsables du camp réformateur, ont comparu devant le Tribunal révolutionnaire pour leur implication dans la contestation. Parmi elles, un ex-ministre, des personnalités politiques de premier plan, des journalistes et des universitaires.

Ces procès, toujours en cours, ont été dénoncés par l'opposition et la communauté internationale comme des «procès-spectacles». M. Karoubi a aussi dénoncé des viols et des cas de

torture sur des manifestants emprisonnés. Il a soumis le 24 août des preuves à des membres d'une commission parlementaire chargée d'évaluer la situation des manifestants arrêtés. Fin juillet, Téhéran avait été amené à fermer la prison de Kahrizak après la mort d'au moins deux détenus, des suites de blessures infligées pendant leur incarcération selon des médias. Dans son prêche de vendredi, M. Ahmadinejad a toutefois accusé les opposants d'être derrière ces sévices. «Ce qui est arrivé dans les (...) centres de détention faisait partie du plan de l'ennemi mis en application par les agents du mouvement de renversement» du régime. «Les forces révolutionnaires n'ont pas commis des actes aussi honteux», a-t-il plaidé, ajoutant que les miliciens islamistes (les bassids) avaient été «frappés dans la rue alors qu'ils protégeaient les droits de la population».

## MADAGASCAR

## Le sommet de Maputo se termine sans accord sur la présidence

**Le sommet de Maputo sur la crise politique à Madagascar a pris fin dans la nuit de jeudi à vendredi après trois jours d'intenses discussions, sans que les quatre dirigeants malgaches trouvent un accord sur les nominations délicates du président de la transition et du Premier ministre.**

«L'équipe conjointe de médiation internationale a le regret d'informer (...) que les chefs de file des mouvances ont été dans l'impossibilité de trouver un consensus sur les postes-clés de la transition», a déclaré le représentant de l'Union africaine (UA), Alassé Ouédraogo, lisant un communiqué de la médiation. L'actuel homme fort de Madagascar Andry Rajoelina, son rival Marc Ravalomanana, évincé en mars du pouvoir, et deux anciens présidents malgaches ont jusqu'au 4 septembre pour rechercher un consensus sur ces deux postes ainsi que sur celui de vice-président, a-t-il poursuivi, précisant que la situation serait présentée deux jours plus tard à un sommet de l'Afrique australe. Les quatre hommes se sont cependant mis d'accord sur les trois postes de vice-premier ministre, les présidences du Parlement

et de deux autres institutions. Depuis le début du sommet mardi, l'attribution des postes de président et de Premier ministre ont bloqué les négociations sur la répartition des postes-clés au sein des organes de transition. M. Rajoelina, 35 ans, a tenu à rester à la tête du pays et à conserver le Premier ministre, Monja Roindefo, qu'il avait nommé en février mais son rival Ravalomanana, qui avait été contraint de céder le pouvoir le 17 mars et vit depuis en exil en Afrique du Sud, a refusé de lui donner la présidence.

«Nous n'accepterons jamais de légitimer Andry Rajoelina comme président de la transition (...). Ce n'est pas normal de légitimer un porteur de coup d'Etat comme président de la transition», a déclaré à la presse M. Ravalomanana qui s'est déclaré «pas satisfait» par le résultat de ce sommet.

La médiation a plutôt fait état d'un blocage au niveau du poste de Premier ministre, les mouvances n'acceptant pas que le camp Rajoelina cumule ce poste avec celui de président. «Le mouvement de Rajoelina doit consulter (ses partisans) à Madagascar et revenir vers nous. Le blocage est dû au fait que le mouvement de Rajoelina s'est rendu aux négociations avec un mandat non négociable», a estimé le chef de la médiation

Joaquim Chissano. Si les quatre mouvances ne parviennent pas à trouver «un consensus» d'ici le 4 septembre, Joaquim Chissano a prévenu que «les organisations dont fait partie Madagascar maintiendraient la chaise vide, aucune délégation de Madagascar ne serait acceptée pour représenter Madagascar». Les quatre chefs de file, représentant les principales mouvances politiques sur la Grande Ile, ont signé le 9 août à Maputo un accord sur une transition afin de mettre un terme à la grave crise politique qui affecte Madagascar depuis janvier. Il prévoit la mise en place d'un nouveau gouvernement de transition dans les trente jours et l'organisation d'élections d'ici fin 2010. Les leaders se sont mis d'accord lors de ce deuxième sommet sur les trois postes de vice-premier ministre qui reviennent aux mouvances Ravalomanana, Zafy et Rajoelina. Pour le parlement, la mouvance Rajoelina obtient le Conseil supérieur de la transition (chambre haute) et celle de Ravalomanana le Congrès de la transition (chambre basse). Le Conseil de réconciliation, instance morale chargée d'apaiser les blessures politiques du pays, revient à la mouvance Zafy et le Conseil économique et social, instance de consultation budgétaire, à la société civile.

## GRANDE-BRETAGNE-LIBYE

## Le fils de Kadhafi souhaite tourner la page Lockerbie

**Seif Al-Islam Kadhafi, fils du numéro un libyen, a estimé hier qu'il était temps de tourner la page Lockerbie pour œuvrer au renforcement des liens commerciaux avec la Grande-Bretagne, et nié qu'Abdelbaset al-Megrahi ait reçu un accueil triomphal en Libye.**

«Lockerbie, c'est de l'histoire ancienne», a estimé le fils de Mouammar Kadhafi dans un entretien avec le quotidien écossais *The Herald*. «La prochaine étape, c'est un commerce fructueux et productif avec Edimbourg et Londres», a-t-il avancé.

«La Libye est un marché riche et prometteur, alors parlons de l'avenir», a-t-il réclamé dans cette interview réalisée par téléphone depuis son domicile de Tripoli. «Il n'y a aucune raison que les gens soient en colère. Pourquoi être aussi en colère ? C'est un homme innocent qui est en train de mourir.»

Seif Al-Islam a également dit s'excuser si la Libye avait pu laisser l'impression de ne pas faire tout son possible pour fêter discrètement la réception d'Abdelbaset Ali Mohamed al-Megrahi, condamné pour l'attentat de Lockerbie (Ecosse) et libé-

ré le 20 août par l'Ecosse pour raisons médicales. Cet accueil aurait pu être beaucoup plus clinquant, a-t-il suggéré. «Il n'y a pas eu de célébration officielle,

pas de garde d'honneur, pas de feu d'artifice ni de parade. Nous aurions pu préparer une bien meilleure réception», a-t-il déclaré. Le Libyen, âgé de 57 ans, qui est atteint d'un cancer de la prostate en phase terminale et n'aurait plus que trois mois à vivre, avait été reçu à Tripoli par des centaines de personnes, agitant des drapeaux libyens et

écossais, une image qui avait suscité l'indignation de l'Occident. Seif Al-Islam, acteur-clé dans les négociations ayant conduit à la libération de Megrahi, a précisé au *Herald* que celui-ci ne prendrait pas part aux cérémonies célébrant mardi le 40<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée de Mouammar Kadhafi au pouvoir.

## CRASH AUX COMORES DE L'AIRBUS DE LA YEMENIA

## Une boîte noire récupérée

**Une boîte noire de l'Airbus A310 de la Yemenia qui s'était abîmée le 30 juin près des Comores, faisant 152 morts, a été localisée et récupérée hier, a annoncé la commission d'enquête comorienne.**

«L'enregistreur de paramètres (Flight Data Recorder, FDR) de l'Airbus A310 de la compagnie Yemenia (...) a été récupéré ce jour à 08h30 (05h30 GMT)», a indiqué dans un communiqué le chef de la commis-

sion d'enquête Ali Abdou Mohamed. Un navire français spécialisé pour la recherche de boîtes noires avait débuté le 20 août ses recherches au large de Moroni.

Des éléments de l'épave de l'appareil et les corps de six victimes ont depuis lors été retrouvés. Les causes de ce crash d'un Airbus A-310 — duquel seule une adolescente de 13 ans, Bahia Bakari, a survécu — ne sont toujours pas connues.

L'état de l'avion, qui ne répondait pas aux normes de sécurité européennes, avait rapi-

dement été avancé pour expliquer la catastrophe, mais cette thèse n'a pour l'instant pas été validée par l'enquête.

Les passagers, qui arrivaient de France et se rendaient aux Comores, avaient changé d'avion et embarqué dans l'Airbus A310 lors d'une escale à Sanaa. Composée d'enquêteurs comoriens, yéménites et français, la commission d'enquête sur l'accident est conduite par les autorités comoriennes, avec notamment le soutien technique du Bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA) français.